

janvier
2025

Lors de la consultation organisée à Dijon, les citoyens de **Bourgogne Franche-Comté** (France) ont échangé sur l'environnement, l'intégration européenne et l'État de droit, en explorant d'éventuelles pistes de réflexion pouvant influencer les décisions politiques de demain.

RÉGION
BOURGOGNE
FRANCHE
COMTÉ



Aperçu de la participation



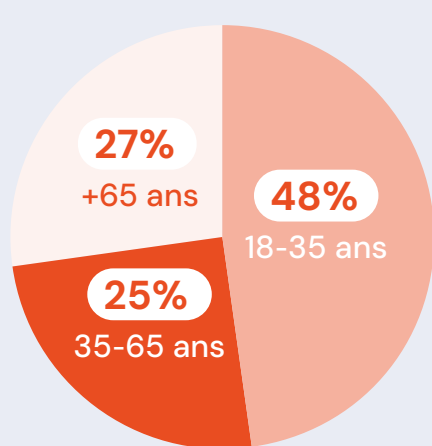
DIJON



33 citoyens ont pris part aux discussions

♂ 39%

♀ 61%



La diversité des participants a permis d'enrichir la discussion, d'apporter des perspectives variées à chaque thème et d'aboutir à un large éventail de recommandations.

1 État de droit

L'État de droit a été jugé comme un **pilier de l'UE** et comme une **garantie de l'indépendance de la justice** et de la **protection des libertés fondamentales**. Les citoyens ont néanmoins souligné qu'un **manque de compréhension** de la notion pouvait conduire à un **rejet de ses principes**.



Problèmes identifiés



Manque de compréhension de la notion



Manque de compréhension des décisions de l'UE



L'élargissement entraînera un recul de l'État de droit dans l'UE



Un principe imposé par le haut

Solutions proposées



Renforcer la pédagogie, former les enseignants pour qu'ils en parlent davantage dans les écoles, rendre le sujet plus visible dans l'espace public



Plus de transparence et de meilleures campagnes de communication



L'intégration progressive donnera aux pays candidats l'argent et le temps nécessaires pour s'aligner sur les standards européens



Placer la notion au cœur de l'éducation civique et développer un discours positif à son sujet

2 Environnement

Les citoyens ont souligné le rôle de l'UE en tant que **leader de la transition écologique** sur la scène internationale. Cependant, ils ont également souligné les **dimensions économiques et sociales** de la transition, qui doivent être prises en compte pour qu'elle soit **acceptée par la population**.



Problèmes identifiés



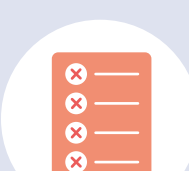
Incohérence entre les ambitions écologiques et la réalité économique



Perception d'une transition contraignante



Perception d'un manque de transparence démocratique



Les pays candidats ne sont pas en mesure de s'aligner sur l'acquis environnemental de l'UE

Solutions proposées



Plus de pédagogie et une meilleure communication sur les politiques mises en œuvre par l'UE



Élaboration d'un récit convaincant sur la transition, en mettant l'accent sur les opportunités qu'elle offre



Plus de traçabilité des produits et de transparence dans la prise de décision



Un processus d'adhésion progressif pour donner aux pays candidats le temps de s'harmoniser avec l'acquis de l'UE en matière d'environnement

3 Intégration à l'UE/Élargissement

La question de l'élargissement de l'UE a suscité une réaction assez positive de la part des citoyens. Bien qu'ils aient exprimé des inquiétudes quant à l'**impact économique**, à la **cohésion culturelle** et aux **défis institutionnels** associés à l'élargissement, ils en ont reconnu l'importance.



Problèmes identifiés



Risque d'affaiblissement des principes fondamentaux de l'UE



L'UE pourrait perdre sa cohérence



Risque de blocages politiques dans une Europe élargie



Méconnaissance de l'UE par les citoyens

Solutions proposées



Un cadre strict pour faire respecter et garantir le respect des principes fondamentaux



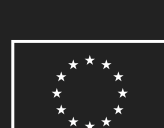
Mettre l'accent sur un récit attrayant et crédible de l'élargissement de l'UE



Réforme institutionnelle de l'UE et intégration progressive des pays candidats



Meilleure formation des enseignants sur les questions européennes, harmonisation de l'éducation civique dans l'UE, extension de l'action des institutions de l'UE au niveau local



Funded by
the European Union

Cette infographie a été réalisée dans le cadre du projet REACH (Reinventing Engagement through Affirmative CitizenConsultations). Ce projet est soutenu par l'Union européenne, dans le cadre du programme « L'Europe pour les citoyens » de l'Agence exécutive pour l'éducation, l'audiovisuel et la culture (EACEA). Les points de vue et opinions exprimés sont toutefois ceux des auteurs uniquement et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Union européenne ou de l'EACEA. Ni l'Union européenne ni l'EACEA ne peuvent en être tenues pour responsables.

Pour plus d'informations, veuillez consulter le site mladirini.org.